

# Sustainability Disclosures Priorities for 2023, présenté conjointement par l'AICPA, le CAQ, CPA Canada et IFRS Sustainability

Dans le but de favoriser l'accessibilité de nos webinaires, nous tenons à en fournir une transcription qui se veut fidèle aux propos tenus. Veuillez noter qu'il peut cependant y avoir des cas où il nous est impossible de saisir ce que dit l'intervenant. Si vous avez des questions ou des commentaires au sujet de la transcription, n'hésitez pas à communiquer avec nous à l'adresse [member.services@cpacanada.ca](mailto:member.services@cpacanada.ca).

NOM	TRANSCRIPTION
Kristen Sullivan	<p><b>00:02:37</b></p> <p>Bonjour. Bienvenue à cet important webinaire sur les priorités en matière d'information sur la durabilité pour 2023. Je m'appelle Kristen Sullivan et je suis leader mondiale, Audit et certification, pour le service chargé de la durabilité et du climat chez Deloitte. J'ai aussi le privilège de présider le groupe de travail de l'AICPA sur la certification de l'information sur la durabilité. Nous sommes ravis de vous présenter le prochain volet de notre série, en collaboration avec le Center for Audit Quality, l'IFRS Foundation et, nouvellement, CPA Canada. Encore une fois, nous sommes ravis de vous avoir parmi nous. Je vais présenter rapidement le programme du webinaire. Nous avons un programme bien rempli, et nous sommes ravis de commencer par une table ronde sur la préparation à l'adoption des normes d'information sur la durabilité. Nous recevrons Sue Lloyd, vice-présidente de l'ISSB, qui nous parlera de l'ISSB. Puis, nous aurons un peu plus de détails sur certains des développements de l'ISSB avec Jordan Knights. Ensuite, nous allons faire un zoom arrière, et parler un peu du front mondial à partir d'une mise à jour de la réglementation des normes mondiales. Puis, nous en apprendrons un peu plus sur les nouveautés concernant les directives du COSO sur le contrôle interne à l'égard de l'information sur les questions ESG. Une conversation tout à fait opportune. Je reviens tout juste d'Égypte et de la COP27, comme beaucoup d'entre vous peut-être, et il est clair que tout ceci fait partie du programme très important que nous voyons dans le paysage mondial. Je vous remercie encore une fois de vous être joints à nous, et je vais céder la parole à Dennis McGowan.</p>

Dennis McGowan

00:04:23

Bien sûr. Merci, Kristen, je m'appelle Dennis McGowan et je suis vice-président, Pratique professionnelle, au Center for Audit Quality. J'ai le plaisir d'être rejoint par Richard Manley, chef de l'investissement durable, Investissements RPC, et président du groupe consultatif des investisseurs de l'ISSB, Sophia Mendelsohn, chef du développement durable et responsable des facteurs ESG chez Cognizant, et Beth Sasfai, vice-présidente principale, Gouvernance, et chef, ESG, chez Verizon. Nous n'avons que 15 minutes pour notre discussion ou ce que j'ai appelé notre tour de table éclair sur les informations à fournir. Je vais juste commencer par vous, Richard. En tant qu'investisseur, quelle est la qualité actuelle de l'information relative à la durabilité? Que faut-il améliorer? Comment les normes peuvent-elles être utiles, et quelles difficultés présentent-elles?

Richard Manley

00:05:15

Bonjour, bonjour à tous. Eh bien, je dirais, regardez, en substance pas là où nous avons besoin qu'elle soit. Je vais ajouter un bref préambule expliquant pourquoi nous avons besoin de ces données, car l'environnement opérationnel dans lequel nos entreprises évoluent a été transformé au cours des 50 dernières années. Quand M. Friedman a parlé de valeur actionnariale, la planète ne comptait que 3,7 milliards d'habitants. Aujourd'hui, il y en a huit et les sociétés qui répondent aux demandes de ces gens-là. On voit maintenant des externalités très réelles associées aux activités commerciales à travers le monde. Malheureusement, nous voyons ces externalités se présenter dans un monde à la fois hautement concurrentiel et numériquement connecté. Les attentes de la société et des autorités de réglementation à l'égard des émetteurs évoluent en temps réel pour tenir compte de la façon dont les sociétés gèrent les externalités auxquelles elles sont confrontées. En termes simples, en tant que propriétaires d'une grande partie des entreprises du monde entier, nous croyons que les entreprises qui adoptent cette réalité et qui cherchent à la gérer produiront des rendements plus durables et créeront de meilleures affaires. Elles prendront de meilleures décisions d'affaires et créeront des modèles d'affaires plus durables à très long terme. Cela fait partie intégrante de la façon dont les entreprises établissent leur stratégie et gèrent leurs activités. Ensuite, nos attentes se tournent vers les conseils d'administration. Si je m'entretiens avec les membres du conseil, c'est dû aux personnes que nous y nommons. Nous nous attendons à ce que le conseil soit en mesure de montrer qu'il est en mesure d'exercer une surveillance et d'offrir des conseils à la haute direction pour s'assurer que tous les risques et toutes les occasions d'affaires importants sont pris en compte lors de l'établissement de la stratégie, de la mise en œuvre des activités et, enfin, de la façon dont ils communiquent avec le marché. C'est là que nous abordons la communication d'information sur les questions ESG au marché. Nous sommes depuis longtemps d'avis que, pour répondre à nos besoins, nous appuierions les émetteurs qui utilisent les deux. Depuis longtemps, nous précisons très clairement que tout émetteur qui présente son information financière conformément aux normes du SASB et au GIFCC doit être convaincu qu'il répond à nos attentes envers le conseil en faisant preuve de transparence quant à la façon dont il gère ces questions. Malheureusement, vous savez sans doute que le paysage ESG a été divisé au cours des 15 dernières années au lieu d'être consolidé, jusqu'à il y a un

peu plus d'un an, lorsque l'IFRS Foundation s'est engagée à soutenir l'ISSB. Nous avons vu des progrès énormes au cours de cette période. Cela dit, la nature volontaire de la communication d'information sur les questions ESG fait que je n'ai pas un seul point de données rapporté de manière exhaustive à travers le monde et rapporté sur la même base et de manière indépendante par un quelconque secteur. Je vis dans un monde où l'information financière est semblable à celle des années 1940 et 1950. Malheureusement, je n'ai pas un siècle à attendre. Nous devons voir une accélération de la performance de l'information sur les questions ESG qui nous permet d'arriver où nous devons être en assez peu de temps. Je pense que c'est la raison pour laquelle nous nous concentrons sur la décision de renforcer l'ISSB et de passer d'un cadre volontaire à des normes que les autorités de réglementation peuvent faire appliquer partout dans le monde.

---

Dennis McGowan

**00:09:00**

Merci, Richard. Je pense que ces points de vue sont très pertinents et qu'ils sont très utiles pour notre auditoire, qui peut ainsi savoir ce que pensent les investisseurs de cette question, de la nécessité de transparence et de comparabilité, et de la façon dont les normes pourraient réellement contribuer à cette comparabilité. Mais je veux l'avis de nos préparateurs ici. Peut-être Beth, en commençant par vous, comment envisagez-vous l'évolution des processus des entreprises en ce qui concerne la collecte, la communication et la certification des données liées à la durabilité? Je sais que nous avons entendu Richard dire qu'il n'y a pas un seul secteur où cela se produit de façon générale. Mais nous savons que dans ce système volontaire, il y a des entreprises qui s'y mettent, et nous aimerions entendre votre point de vue sur votre déploiement chez Verizon.

---

Beth Sasfai

**00:09:47**

Absolument, merci de me recevoir, Dennis. Bonjour à tous. La réponse qui, espérons-le, devrait rendre Richard heureux est la rapidité; nous avançons aussi vite que possible. Je crois que cette transition de ce qui était officiellement un exercice de marketing vers un processus substantiel fondé sur des données doit vraiment commencer par la gouvernance. Ce que vous voyez dans cette sphère, c'est que beaucoup d'entreprises comme Verizon ont mis en place des équipes ESG centralisées avec une réelle intention de tenir les engagements et mesurer les progrès. Nous nous sommes concentrés sur l'établissement de priorités dans certains cadres établis, même si nous n'avons pas de déclaration obligatoire, et nos investisseurs nous ont beaucoup aidés à établir des priorités étant donné qu'on ne peut tout faire. Nous avons beaucoup parlé des recommandations du GIFCC et du SASB, et beaucoup de nos investisseurs nous ont demandé si nous pouvions nous concentrer sur l'intégration de certaines de nos principales données ESG dans une feuille de calcul, fournir des données sur les tendances sur trois ans, en essayant vraiment d'arriver à une certaine normalisation, même si elle n'est pas parfaite. Je dirais que l'une des mesures les plus importantes que les entreprises prennent actuellement consiste à s'assurer qu'il y a un véritable partenariat entre la finance, l'audit interne et les facteurs ESG. Chez Verizon, nous avons mis sur pied une équipe interfonctionnelle qui se concentre sur la normalisation de la gouvernance de nos données ESG. Nous travaillons à

l'automatisation des processus de gouvernance des bonnes données dans la mesure du possible, afin d'obtenir des données plus fiables et peut-être un peu plus rapidement, alors que nous essayons de penser à des choses comme la mesure des émissions. Avec nos équipes d'audit interne, nous nous employons à mettre en place des contrôles efficaces à l'égard de l'information afin d'accroître la compétence à l'égard des données. Il faut aussi s'assurer que les données ESG, en particulier les données sur les changements climatiques, sont prises en compte dans les processus existants de gestion des risques de l'entreprise, ce qui peut poser un certain défi. Ces processus sont souvent envisagés à un horizon de cinq ans. Quand on pense au climat, on pense à regarder beaucoup plus loin. Beaucoup d'entreprises essaient de concilier ces deux éléments. Ensuite, bien sûr, la surveillance exercée par le conseil d'administration à cet égard est essentielle, et différentes sociétés ont différentes façons de traiter les questions ESG au niveau du conseil. Chez Verizon, nous avons un comité de gouvernance et de politique d'entreprise qui surveille les questions ESG, mais je fais autant rapport au comité d'audit maintenant que nous nous concentrons sur la gouvernance des bonnes données et la normalisation de l'information à tous les niveaux. Je pense que les entreprises essaient de faire ce qu'elles peuvent, mais je me ferai l'écho des commentaires de Richard. Il serait très utile d'avoir un processus normalisé, puis d'avoir quelque chose rapidement. Merci.

---

Dennis McGowan

**00:12:57**

Merci, Beth. En parlant d'avoir des données rapidement, Sophia, 'comment la technologie peut-elle améliorer ce processus de collecte des données et le rendre plus utilisable? J'aimerais que vous commentiez la façon dont la technologie aide les entreprises à faire évoluer leur information.

---

Sophia Mendelsohn

**00:13:21**

Bien sûr. Tout d'abord, merci à tous de prendre le temps de nous écouter. Nous l'apprécions beaucoup. Bonjour, Beth. Bonjour, Richard. Ce sont des gens formidables qui travaillent dans ce domaine depuis des décennies. Dennis, il y a deux types de personnes dans votre auditoire, soit les émetteurs et ceux qui lisent nos rapports. Pour les émetteurs, nous disons que nous consacrons trop de temps à cette question. C'est trop confus, ça prend trop de temps. Je suis en train d'enregistrer au lieu de créer la gestion du changement et l'impact. Puis, des investisseurs comme Richard nous disent : « Bon, vous y consacrez trop de temps. Je n'ai toujours pas un seul point de données utile. » Il faut en partie procéder à la consolidation par le biais des normes IFRS, comme Richard l'a mentionné, mais aussi recourir à la technologie au nom des émetteurs. Dans nos organisations, des gens comme Beth et moi parlent de durabilité et de questions ESG. Ces questions font leur entrée dans la loi ou dans les rapports réglementaires, et nous avons l'attention des investisseurs. Et maintenant? Maintenant, nous nous rendons compte que nous ne sommes pas préparés du côté des émetteurs. La première chose que je recommanderais du point de vue technologique, c'est d'automatiser vos émissions de carbone. L'empreinte carbone de votre secteur d'activité, quel que soit le secteur d'activité dans lequel vous exercez, est la donnée la plus étudiée, la plus susceptible d'être visée par la

réglementation, tant aux États-Unis que dans l'Union européenne. Celle à l'égard de laquelle vous devriez passer de l'absence d'audit à un audit limité, puis à une assurance raisonnable, et utiliser un logiciel. Si vous êtes un émetteur, vous vous demandez peut-être quel logiciel choisir. Vous commencez par le logiciel qui fonctionne pour votre organisation, pour votre service informatique. Vous pourriez faire affaires avec Amazon, ou Microsoft, Salesforce. Tous nos partenaires stratégiques dans ce domaine ont une solution. C'est le moment pour le chef de la durabilité et le chef de l'information de se réunir. La récompense? Le chef de l'information passe d'un méchant à un gentil, parce que, tout à coup, on voit qu'il vous aide à automatiser le processus et à réduire le carbone. Le chef de la durabilité peut s'affairer à ses rapports, à son travail et à la gestion du changement.

---

Dennis McGowan

**00:15:41**

Non, je pense que ce sont toutes des informations très utiles pour notre public. J'aime la façon dont vous avez établi une bifurcation entre les deux groupes de personnes que nous avons dans notre public ici. Je suppose que la prochaine chose dont je voulais parler, ce sont les informations prospectives. Beth ou Sophia, comment les entreprises peuvent-elles envisager de présenter des informations prospectives comme les incidences financières ou l'analyse de scénarios, ce qui peut être un peu plus difficile que de présenter des informations historiques dans lesquelles on sait ce qui a été émis?

---

Sophia Mendelsohn

**00:16:20**

Je me ferai un plaisir de vous répondre en premier, puis de céder la parole à Beth.

Les informations prévisionnelles sont les plus utiles à nos investisseurs. Richard, je suppose que vous allez me soutenir ici. Ils savent déjà ce qui s'est passé. Si j'étais un émetteur, je me concentrerais particulièrement sur l'analyse de scénarios. Pour ceux d'entre vous qui ne le savent pas, il existe une voie bien définie pour prendre une décision éclairée en matière d'équilibre à utiliser dans l'analyse de scénarios. Il s'agit d'un nouveau sigle, GIFCC. Je sais que c'est un sigle, mais il est très utile d'utiliser leur plateforme, leur stratégie. Vos investisseurs sont habitués à rencontrer ce type d'analyse de scénarios. Si vous cherchez des exemples, vous pouvez vous tourner vers Verizon, vers Cognizant. Goldman Sachs a aussi un excellent exemple à donner. Lorsque vous pensez aux informations prospectives, vous appliquez les mêmes règles que pour vos rapports financiers. Vous impliquez votre contrôleur. Vous impliquez votre département d'information d'entreprise. Vous ne devez en aucun cas faire cela seul. Mais je vais vous laisser avec une petite histoire anecdotique. Le New York Times a publié récemment un excellent article sur la bière brassée au Mexique et la quantité d'eau nécessaire pour brasser la bière ou embouteiller le Coca-Cola, ainsi que sur la quantité d'eau souterraine qui reste dans ces endroits à cause de la sécheresse. Il s'agit d'un exemple parfait d'analyse de scénarios. Si j'investissais dans une entreprise de bière ou de soda, la première chose que je

me dirais est que cela ressemble à un risque climatique. L'ont-ils signalé? Ai-je lu quelque chose à ce sujet? Est-ce que j'en tiens compte dans ma thèse?

Beth Sasfai

00:18:05

J'ajouterais simplement qu'une chose que nous avons constatée chez Verizon est qu'une analyse de scénarios est en fait quelque chose pour laquelle vous pouvez obtenir une aide extérieure. Lorsque nous avons commencé à présenter des informations sur les changements climatiques, il nous manquait des connaissances, et nous avons donc obtenu de l'aide pour choisir un scénario adapté à notre entreprise. Vous pouvez faire appel à un fournisseur extérieur pour vous aider avec les ensembles de données. Ils peuvent vous aider à déterminer si vous voulez commencer par les risques physiques liés aux changements climatiques qui pourraient être plus pertinents pour votre entreprise. D'autres entreprises voudront peut-être commencer par réfléchir à ce qui se passe pendant la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, à quels risques la transition est-elle exposée? Ensuite, vous pouvez également obtenir de l'aide pour réfléchir à la manière dont vous allez parler de cette analyse de scénarios avec vos investisseurs. Parce que l'une des choses que nous avons constatées, c'est que cela peut être une discussion difficile. Assurez-vous de comprendre les résultats et la façon de les présenter dans votre entreprise, et déterminez s'il vous faut fixer, par exemple, des objectifs et des cibles à atteindre pour mesurer ces risques.

Dennis McGowan

00:19:12

Merci, Beth et Sophia. Je pense que ce sont tous des points très utiles concernant l'analyse de scénarios et j'aime bien l'idée de ne pas faire cavalier seul. Obtenez de l'aide là où vous en avez besoin pour ce genre de choses qui sont compliquées. Je sais où nous en sommes en ce moment. Je tiens vraiment à remercier mes panélistes. Ce fut une grande discussion. Je pense que vous avez vraiment donné des conseils pratiques à notre public sur la façon de se lancer. Je pense que ce que je retiens ici, c'est que les normes vont nous aider à obtenir une certaine comparabilité qui s'intègre vraiment. Il semble que, dans les entreprises, il faut des équipes d'experts pour bien présenter l'information. Je trouve formidable de voir des entreprises comme Verizon et Cognizant mener la charge ici. Je vous remercie tous du temps que vous m'avez accordé ce matin. Merci.

Sophia Mendelsohn

00:20:09

Merci.

Neil Stewart

00:20:13

Dennis, Richard, Sophia, Beth. Merci beaucoup pour cette formidable table ronde. Je suis Neil Stewart. Je suis le directeur des relations externes de l'IFRS Foundation. J'ai beaucoup aimé cette discussion, et la façon dont vous avez parlé

de l'évolution des processus, de la gouvernance, des équipes et des responsabilités afin de communiquer des informations cohérentes, comparables et fiables aux investisseurs. De plus, il ne s'agit pas seulement de faire rapport pour le plaisir de le faire, mais aussi de changer les choses. C'est une question d'impact. Richard, vous m'avez dit quelque chose récemment. Vous avez dit que si cette information est importante pour nous, les investisseurs, ne devrait-elle pas l'être pour la direction et le conseil d'administration? Ne l'utilisent-ils pas pour établir une stratégie, atténuer les risques et gérer leurs affaires? J'ai beaucoup aimé cette discussion de groupe. J'ai maintenant le plaisir de vous présenter une vidéo que j'ai enregistrée il y a quelques jours avec Sue Lloyd. Elle est vice-présidente de l'International Sustainability Standards Board, qui relève de l'IFRS Foundation. Elle a été vice-présidente de l'IASB, l'International Accounting Standards Board. Sue est très occupée cette semaine à Francfort, avec la réunion du conseil d'administration de l'IASB et d'autres rencontres, mais elle a pris le temps d'enregistrer cette vidéo. C'est à Sue maintenant.

Neil Stewart

**00:21:41**

Sue, merci beaucoup de participer à cet enregistrement quelques jours seulement avant la tenue d'un événement pour les dirigeants financiers, les professionnels comptables et d'autres personnes. D'ici à ce que nous organisions cet événement, vous serez très occupée par la semaine du conseil d'administration de l'ISSB à Francfort. C'est incroyable de penser que cela fait tout juste un an que l'ISSB a été lancé. Peut-être pourriez-vous commencer par nous dire quels sont les jalons du passé et ce qu'il y a dans le futur.

Sue Lloyd

**00:22:05**

Merci, Neil. Très heureuse de parler de cela, c'est incroyable que cela ne fasse qu'un an. Voilà ma première observation. Pensons à ce que nous avons accompli au cours de l'année. Nous avons regroupé nos activités avec celles de nos amis de la Value Reporting Foundation et du Climate Disclosure Standards Board, mis sur pied notre nouveau conseil d'administration et y avons nommé les 14 membres. Nous avons aussi ouvert de nouveaux bureaux à Francfort et à Montréal, en plus des bureaux existants de l'IFRS Foundation. Du côté de la logistique et de l'infrastructure, c'est donc beaucoup. Ensuite, si nous examinons les activités de normalisation, bien sûr, lorsque vous m'avez demandé ce qui s'était passé au cours de la dernière année, je n'arrive pas à croire que c'est cette année que nous avons publié nos exposés-sondages. Nos deux premières ébauches de normes, le document S1 sur les obligations générales et le document S2 sur les changements climatiques. Nous sommes impatients de les publier à la fin du mois de mars. Un autre jalon important est le fait que nous avons attiré tellement d'attention. Merci à tous ceux qui ont participé à nos consultations. Nous sommes ravis d'avoir reçu plus de 1 400 lettres de commentaires sur nos exposés-sondages. La période de commentaires a pris fin à la fin de juillet et, depuis septembre, nous poursuivons les délibérations. Le personnel et le conseil ont travaillé très fort en s'attardant aux nouvelles délibérations, en essayant de parvenir à un juste équilibre entre un examen attentif de tous les commentaires réfléchis que nous avons reçus de nos parties

prenantes, et le maintien de notre élan qu'on nous a dit être très important et du rythme de nos efforts. J'ai le plaisir de dire que nous sommes sur la bonne voie pour terminer les nouvelles délibérations vers la fin de l'année civile en cours et pour passer à la publication de nos deux premières normes le plus tôt possible en 2023, ce qui est beaucoup en 12 mois.

Neil Stewart

00:23:51

De grands progrès, des plans ambitieux, mais on les voit se concrétiser. De nombreuses entreprises et de nombreux professionnels comptables nord-américains suivent attentivement les règles publiées par la SEC, et en Europe. Quelle est la base de référence mondiale établie par l'ISSB? Comment l'ISSB travaille-t-il avec les juridictions, notamment les États-Unis et l'Europe, pour y parvenir?

Sue Lloyd

00:24:15

Commençons par ce qu'est cette base de référence mondiale dont l'ISSB parle sans cesse. Nous parlons d'un point de référence mondial, et que voulons-nous réaliser? Créer un langage pour la communication d'information sur la durabilité, les risques et les occasions au profit des investisseurs, c'est un ensemble d'informations de grande qualité qui peut être préparé à l'échelle mondiale afin de faciliter la comparabilité dans le monde. C'est notre raison d'être. Cet ensemble d'informations utiles à la prise de décisions de grande qualité. C'est sur cela que nous nous concentrons. Maintenant, ce qui est compliqué dans le domaine de la durabilité, c'est qu'il y a beaucoup d'intérêt et d'informations sur la durabilité, et beaucoup d'intérêt à un niveau juridictionnel ainsi qu'à un niveau mondial. La réalité, c'est que, même s'il y a un appui considérable pour notre base de référence mondiale et l'idée de cette information internationale comparable pour soutenir les marchés financiers mondiaux, nous devons vraiment être conscients de ce qui se passe au niveau des administrations. Vous avez mentionné les États-Unis et l'Europe, et il n'y a pas de candidats bien connus dans le domaine, qui sont très actifs et qui produisent des informations sur la durabilité, mais il y en a d'autres. Nous avons travaillé très fort pour nous assurer que notre base de référence mondiale puisse être mise à la disposition des investisseurs et des entreprises du monde entier. Mais nous sommes réellement conscients du fait que nous devons être interopérables avec les besoins en matière de compétences. Aux États-Unis, la SEC cherche à répondre aux besoins des investisseurs. L'Europe se penche sur les besoins en matière de politique publique, et nous voulons nous assurer que notre base de référence peut constituer le cadre sous-jacent ou les éléments de base sur lesquels des pays comme l'Europe et les États-Unis peuvent s'appuyer pour répondre à leurs besoins particuliers. Pour faciliter les choses, nous avons mis sur pied un groupe de travail sur les compétences. Il s'agit d'un groupe de pays qui comprend les États-Unis et l'Europe, mais aussi le Royaume-Uni, le Japon et la Chine. Avec l'OICV, les organismes internationaux de réglementation des valeurs mobilières agissent à titre d'observateurs, et le but de ce forum est d'amener ces pays à nous aider avec d'autres, à établir une base de référence mondiale que nous pouvons tous appuyer et qui convient vraiment à l'application internationale. Mais aussi pour

s'assurer que ce que nous construisons fonctionne bien avec les initiatives juridictionnelles. C'est un aspect vraiment fondamental de nos efforts en ce moment.

Neil Stewart

**00:26:28**

L'ISSB a tenu deux conférences sur le climat des Nations Unies depuis son lancement l'an dernier, à la COP26, à Glasgow, qui s'appelle le Business COP to Sharm El Seikh, et qui se poursuit maintenant, où l'accent est vraiment mis sur le monde du Sud, le monde en développement. Parlez-nous de certaines annonces faites par l'ISSB à la COP27.

Sue Lloyd

**00:26:49**

Oui. Donc une grosse semaine à la COP. Nous avons une délégation formidable qui nous représentait et nous étions ravis de faire un certain nombre d'annonces concernant la COP. La première a été l'annonce d'un cadre de partenariat, qui réunit des entités des secteurs privé et public de partout dans le monde, plus de 20 organisations, dont les Quatre Grands, pour ceux d'entre vous qui nous écoutent des Quatre Grands, qui travaillent avec l'IFRS Foundation pour renforcer les capacités. Il s'agit de travailler ensemble pour créer la capacité et la compréhension tant au niveau du préparateur qu'au niveau des investisseurs et des autorités de réglementation sur le marché, afin que la communication d'information sur la durabilité selon les normes de l'ISSB parte du bon pied. C'était une annonce très importante. Une autre annonce importante a été faite par le CDP, qui a annoncé qu'il demanderait aux gens de se rapporter aux normes sur la durabilité de l'ISSB dès que possible. Cela favorisera l'application rapide de nos obligations d'information sur les changements climatiques, ce qui est une preuve fantastique de l'appui accordé à l'ISSB et à toute la notion d'une base de référence mondiale. Nous avons également parlé de l'interopérabilité avec l'Union européenne, et nous avons appris que nous nous employons à annoncer un accord avec l'Union européenne sur la façon de nous assurer que les exigences que nous écrivons sur le modèle mondial de référence sont vraiment interopérables avec les normes européennes de rapports sur le développement durable, ou ESRS, et nous attendons cette annonce avec impatience, dans un avenir pas trop lointain, espérons-le. Enfin, mais certainement pas des moindres, des nouvelles très excitantes concernant l'adoption. La décision du Nigeria d'adopter les normes de l'ISSB. Je pense qu'il s'agit d'une série d'annonces très intéressantes qui montrent vraiment à quel point nous avons évolué depuis notre création, à la COP l'an dernier, pour pouvoir faire ces grandes annonces à la COP cette année.

Neil Stewart

**00:28:39**

Le renforcement des capacités interopérables, l'intégration réelle des normes dans le cadre d'information, le marché et le CDP. L'exemple du Nigeria illustre l'adoption de normes internationales. Passons maintenant à la dernière question. L'ISSB simplifie les choses en s'appuyant sur le travail déjà accompli par les préparateurs et les utilisateurs. Mais beaucoup de travail les attend encore.

Pourquoi les dirigeants financiers, les responsables du développement durable et les professionnels comptables nord-américains devraient-ils se préparer à l'ISSB? Comment peuvent-ils commencer?

Sue Lloyd

00:29:16

Pourquoi devraient-ils se préparer? Je pense que l'important, c'est que nous cherchons à élaborer un ensemble d'informations qui sont vraiment utiles pour les investisseurs, mais aussi pour les entreprises. Il s'agit d'une occasion pour les entreprises d'expliquer au marché comment elles abordent la durabilité, les risques et les occasions, comment elles font face à certaines de ces incertitudes dans l'environnement, comme les changements climatiques, et pourquoi leurs plans de transition sont de bonnes idées. Par exemple, sur le front de la durabilité, pour attirer du financement, il y a des avantages pour les entreprises de faire le choix d'appliquer nos normes avant même d'en arriver aux questions réglementaires de savoir si vous devez le faire. C'est pourquoi je pense que cela devrait être à l'ordre du jour de tous ceux qui cherchent à rendre des comptes au marché. Pour ce qui est de la façon dont vous vous préparez à les appliquer, je conseille toujours aux gens de lire nos exposés-sondages. Jetez-leur un coup d'œil. Je pense qu'ils sont une bonne façon de déterminer le genre de choses auxquelles il faut commencer à réfléchir. Même si on commence à réfléchir à la gouvernance et à la réflexion stratégique à adopter avant même d'en arriver aux mesures et aux objectifs. Je vous conseille d'examiner les questions à considérer. De vous demander quelles seraient vos lacunes sur le plan des connaissances ou des compétences si vous étiez obligé d'appliquer ces exigences dès maintenant, pour que vous puissiez vous préparer à la communication de ces informations. Je pense que, dans l'immédiat, il y a des moyens de se préparer à l'adoption des normes de l'ISSB. Il y a quelques références vraiment pertinentes que vous pouvez utiliser pour vous lancer dans le voyage. Je m'en voudrais de ne pas mentionner que les normes du SASB sont une façon véritablement proportionnelle et efficace pour une entreprise de communiquer avec le marché, car les informations que nous savons déjà de l'utilisation qu'elle fait du marché sont utiles à la prise de décisions pour les investisseurs. C'est une excellente façon de vous familiariser avec l'information sur la durabilité, sur laquelle nous nous appuyons. Tout à fait pertinent pour la préparation à l'adoption des normes de l'ISSB. Le référentiel d'information intégrée qui nous a été proposé par la Value Reporting Foundation est aussi une bonne façon de communiquer avec les parties prenantes au sujet de votre entreprise de manière intégrée avec les états financiers. Une autre ressource vraiment pertinente si l'on pense plus précisément aux changements climatiques, et c'est une bonne façon de se préparer, c'est bien sûr les recommandations du GIFCC concernant l'information relative aux changements climatiques. Si vous commencez par l'une ou l'autre de ces initiatives, vous investirez dans l'avenir de la communication de l'information par l'ISSB plutôt que de perdre du temps. C'est une façon de se préparer, de s'apprêter et de s'engager réellement parce que nous nous appuyons sur ce travail et c'est donc une façon de travailler à l'application de nos normes. Je pense que c'est la chose la plus pratique pour les entreprises.

Neil Stewart

00:31:58

Un excellent conseil. Le pourquoi et le comment pour commencer à se préparer. Sue, merci beaucoup de nous avoir parlé de cet événement aujourd'hui. Nous apprécions vraiment votre temps.

---

Sue Lloyd

**00:32:08**

Merci. C'est toujours un plaisir. Merci, Neil.

---

Neil Stewart

**00:32:14**

Retour en direct maintenant. C'est une vidéo que j'ai enregistrée il y a quelques jours avec Sue Lloyd, la vice-présidente de l'International Sustainability Standards Board, qui nous donne un aperçu de haut niveau des progrès réalisés par l'ISSB au cours des 12 derniers mois. Nous allons maintenant passer à une mise à jour technique avec Jordan Knights. Jordan pourra aussi répondre à certaines questions. Nous allons parler de certains faits nouveaux qui se sont produits au cours des réunions du conseil d'administration, un peu de ce qui est discuté cette semaine à Francfort, et de ce qui nous attend dans les mois à venir. Jordan est membre du personnel technique de l'IFRS Foundation, en détachement de KPMG, et elle fournit des services de certification professionnels à des sociétés ouvertes et fermées. Jordan nous rejoint depuis Chicago. Jordan, merci beaucoup d'être venue aujourd'hui.

---

Jordan Knights

**00:33:02**

Salut Neil, et bonjour à tous. Au cours des 10 prochaines minutes, je vais passer en revue quelques diapositives pour vous donner un peu de contexte au sujet de l'ISSB, mais aussi pour vous donner une idée des progrès que Sue a mentionnés dans la vidéo qu'elle vient de partager. Mais je vais commencer par un aperçu rapide des deux exposés-sondages dont Sue a parlé et qui ont été publiés en mars. Tout d'abord, il y a le projet de norme sur les obligations générales, IFRS S1. L'objectif de cette norme est d'exiger que l'entité fournisse, au sujet des risques et occasions liés à la durabilité, des informations qui sont significatives et utiles à la prise de décisions pour les principaux utilisateurs de son information financière à usage général. Les obligations générales énoncées dans cette norme énoncent les exigences en matière d'information qui s'appliquent à toutes les normes IFRS futures en matière d'information sur la durabilité. Elle s'appuie également sur une bonne partie des normes IFRS, en particulier IAS 1 et IAS 8, ainsi que sur le cadre conceptuel des IFRS. En l'absence d'une norme spécifique sur les informations à fournir selon les IFRS, la norme comporte également un libellé précis dans la section sur l'image fidèle qui renvoie à d'autres normes et à d'autres référentiels. Le deuxième exposé-sondage publié en mars dernier porte sur le projet de norme IFRS S2 *Informations à fournir en lien avec les changements climatiques*. Cette norme exige expressément que l'entité fournisse des informations significatives sur les risques et les occasions liés aux changements climatiques, et qu'elle fournisse réellement des informations sur les risques physiques, les risques liés à la transition et les occasions liées aux changements climatiques. IFRS S2 s'appuie sur les recommandations du GIFCC,

comme Sue l'a mentionné dans la vidéo. Les normes IFRS S1 et IFRS S2 s'appuient toutes deux sur l'architecture du GIFCC; les mesures de gouvernance, de stratégie et de gestion des risques sont donc des éléments clés de l'architecture des deux normes IFRS d'information sur la durabilité. Comme vous le verrez à l'annexe B de la norme IFRS S2 sur les informations à fournir en lien avec les changements climatiques, les obligations d'information sectorielles sont tirées des normes du SASB. Dans le cadre de l'élaboration de l'exposé-sondage, le personnel technique avait adopté une approche consistant à internationaliser les mesures du SASB qui avaient un parti pris à l'égard du marché américain ou qui n'étaient pas susceptibles d'être applicables dans tous les pays. L'annexe B de la norme sur les informations à fournir en lien avec les changements climatiques contient donc des indications sur les obligations d'information sectorielles applicables à l'échelle internationale. Encore une fois, comme Sue l'a mentionné dans la vidéo, nous avons ouvert la période de consultation après avoir publié les deux exposés-sondages en mars, et nous avons reçu près de 1 500 lettres de commentaires qui contenaient des réponses très utiles et réfléchies aux exposés-sondages. Les permanents ont analysé les commentaires reçus au cours du mois d'août, et nous avons vraiment passé du temps à les classer par ordre de priorité et à dresser une liste de sujets prioritaires que nous présenterions au conseil d'administration en vue d'une nouvelle délibération éventuelle sur lesquels les permanents se concentreraient au cours des prochains mois. Les sujets que vous voyez ici ont été présentés au conseil d'administration, qui a convenu de les réexaminer de septembre à la fin de l'année. Plus précisément, deux sujets se rapportent aux deux normes proposées, l'un étant la proportionnalité, étant donné que de nombreux répondants ont demandé des outils supplémentaires pour faciliter l'adoption de certaines des obligations en matière d'information financière et tenir compte des difficultés qui y sont associées, afin d'apporter un peu plus de clarté et d'obtenir des indications supplémentaires pour aider à nouveau l'adoption de ces normes dans les différents pays. Le deuxième portait sur les incidences financières actuelles et prévues des risques et des occasions liés à la durabilité. Les obligations d'information sur ce sujet particulier sont énoncées et intégrées dans la norme sur les obligations générales et dans la norme IFRS S2, qui traite des changements climatiques. Ce sujet est d'ailleurs à l'ordre du jour de la réunion du conseil d'administration tenue cette semaine à Francfort. Un document a été publié pour étayer l'analyse des statistiques et les recommandations qui seront discutées avec le conseil. Si vous souhaitez y jeter un coup d'œil, ces documents sont disponibles. En ce qui concerne les obligations générales, soit IFRS S1, le conseil d'administration a convenu de redélibérer de divers sujets, dont les concepts fondamentaux, et il s'agit d'un sujet complexe qui fait l'objet de plusieurs sous-sujets que les permanents analysent et dont ils discutent avec le conseil. Je fais partie du personnel qui dirige cet effort, qui a été très instructif tout au long du processus. Mais certains des sous-sujets qui entrent dans ce champ de travail sont : la signification de la valeur de l'entreprise, l'utilisation du terme « significatif », l'évaluation de l'importance relative, l'étendue de l'information, l'identification des risques et des occasions liés à la durabilité et la préparation des informations connexes. Au cours de la période de consultation, les répondants ont fait état de difficultés particulières et d'occasions de clarifier davantage l'objectif du projet de norme S1, et ont fourni des indications supplémentaires pour aider les préparateurs à atteindre cet objectif. Ce sujet a fait l'objet de discussions lors de la réunion du conseil d'administration d'octobre et de la réunion de novembre. Il fera l'objet d'une discussion plus approfondie, accompagnée de recommandations et

de décisions, lors des prochaines réunions du conseil. Des publications sur ces sujets se trouvent sur le site Web de l'IFRS Foundation. Si vous souhaitez les examiner, je vous en prie. Si vous avez des questions, Neil et moi nous ferons un plaisir d'y répondre. Trois autres sujets concernent les obligations générales en matière d'information, soit le moment de la présentation, l'information comparative et la mise à jour des estimations, seront de nouveau à l'ordre du jour de la prochaine réunion du conseil, et seront abordés avec le conseil d'administration à Francfort. En ce qui concerne les dispositions relatives aux changements climatiques, IFRS S2, quatre sujets font l'objet d'une nouvelle délibérations, à savoir la stratégie et la prise de décisions. Cela comprend la planification de la transition et les objectifs, ainsi que la résilience aux changements climatiques, les émissions de GES et les obligations sectorielles. Les émissions de GES ont fait l'objet de discussions lors de la réunion du conseil d'octobre, au cours de laquelle le conseil a convenu provisoirement d'exiger la communication d'informations sur les émissions de GES des champs d'application 1, 2 et 3, et il y a eu des discussions sur la méthode sous-jacente et l'utilisation du protocole des GES. D'autres discussions sur les émissions de GES feront partie de la prochaine réunion du conseil d'administration, alors il y aura d'autres discussions sur ces sujets, mais d'importants jalons ont été franchis lors de la réunion du conseil en octobre. Obligations sectorielles : j'y reviendrai plus en détail dans les prochaines diapositives. Je vais simplement revenir sur les concepts fondamentaux, sur l'axe de travail et sur certaines décisions qui y ont été prises. En octobre, l'ISSB a convenu de supprimer le terme « valeur d'entreprise » des paragraphes 1 et 2 de l'objectif et de l'appréciation de l'importance relative. Le conseil a également convenu provisoirement de supprimer le terme « important » comme adjectif lié aux risques et aux occasions liés à la durabilité. Ces deux décisions s'appuyaient en fait sur les commentaires que nous avons reçus du marché au sujet de la valeur de l'entreprise. Plusieurs défis ont été soulevés quant à l'utilisation de ce terme, et les permanents ont convenu de revenir au conseil lors de réunions à venir avec une explication claire de la signification de la « valeur d'entreprise » et un libellé possible inspiré de l'information intégrée, qui peut aider à clarifier l'objectif et le lien avec la valeur d'entreprise. Mais globalement, la décision n'a pas été de changer fondamentalement l'objectif ou le but de la norme IFRS S1. C'est plutôt une occasion de clarifier les choses et de réduire la confusion en ce qui concerne ce terme précis. De même, en ce qui concerne la réutilisation du terme « important », de nombreux préparateurs étaient déroutés, de même que des répondants de divers groupes, et ont fait état de difficultés liées à ce qui est « important » par rapport à ce qui est « significatif ». Nous voulions donc des précisions et des indications sur certaines des difficultés liées à l'utilisation du terme « important ». Les permanents retourneront encore une fois aux réunions du conseil à venir pour clarifier le processus d'identification des risques et des occasions liés à la durabilité et le lien avec les informations significatives utiles à la prise de décisions. Nous en saurons plus sur ces sujets précis, mais le conseil d'administration nous a confirmé un point important : nous utiliserons la définition de l'importance relative qui est conforme aux normes comptables IFRS et au cadre conceptuel, puisque les principaux utilisateurs sont en fait des investisseurs, des créanciers et d'autres prêteurs, ce qui est cohérent avec les normes comptables IFRS et le cadre conceptuel. Sue a parlé un peu de la base de référence mondiale et, encore une fois, il s'agit d'un aspect clé de la stratégie de l'ISSB, c'est-à-dire la collaboration avec les groupes de travail des secteurs de compétences, la collaboration avec certains pays sur l'évolution et la progression

de leurs normes de communication d'informations particulières, et l'assurance que nous pouvons renforcer l'harmonisation et l'interopérabilité dans la mesure du possible. Vous constaterez que, lors des réunions précédentes du conseil d'administration de l'ISSB, nous avons accéléré certains sujets précis afin de renforcer encore une fois l'interopérabilité et l'harmonisation sur divers sujets. Comme je l'ai mentionné, nous confirmons que les informations relatives aux émissions de GES des champs d'application 1, 2 et 3 sont des exigences telles qu'elles sont proposées dans le projet de norme S1. D'autres délibérations sur les dispositions d'allègement visant le champ d'application 3 seront tenues au cours de réunions ultérieures du conseil. L'ISSB a aussi confirmé que l'architecture du GIFCC restera conforme à ce qui est proposé dans les projets de normes. Cela est fondé sur un appui extrêmement solide à l'égard de l'utilisation de cette architecture, qui s'appuie sur les cadres existants, et il est donc certain qu'il continuera d'adopter cette approche à l'avenir. Des modifications ont été apportées au libellé et aux informations à fournir relativement aux plans de transition. Cette décision s'inspirait encore une fois des commentaires que nous avons entendus de la part du marché au sujet de la clarté et de la description de certains types de cibles d'émissions. Mais aussi pour faciliter l'interopérabilité et l'alignement sur les normes européennes ESRS en cours de développement. Priorité future : nous avons un projet et une équipe qui s'occupent des priorités et de la période de consultation sur le programme de travail. Certains aspects clés convenus avec le conseil sont de continuer d'appuyer l'adoption et l'application des normes, ainsi que d'élaborer des documents et des indications à cette fin. Comme Sue l'a mentionné, nous vous communiquerons le programme de consultation. Il prévoit la tenue de consultations à ce sujet au début de 2023. Nous continuerons d'élaborer une taxonomie numérique et d'internationaliser les normes du SASB. Évidemment, comme je l'ai mentionné, le projet de norme IFRS S2 sur les informations à fournir en lien avec les changements climatiques comprend des obligations sectorielles qui sont inspirées du SASB, mais pour toutes les mesures non liées au climat, il y a encore des projets en cours visant leur internationalisation, étant donné qu'elles sont mentionnées dans les obligations générales d'IFRS S1, et que les préparateurs sont encouragés à tenir compte des sujets liés aux informations à fournir et des mesures connexes dans l'élaboration des normes d'information sur la durabilité. Des efforts sont aussi en cours pour accroître et maintenir la relation avec leurs collègues de l'IASB, pour continuer de travailler avec eux sur des projets comme les énoncés de pratiques sur le rapport de gestion et d'autres projets qui se recoupent beaucoup entre les deux conseils. Encore une fois, l'interopérabilité est un élément clé de la stratégie de l'ISSB et un élément clé de la réalisation de cette vision de base de référence mondiale. Travailler en étroite collaboration avec la GRI et l'EFRAG, mais aussi avec d'autres administrations et des faits nouveaux sur le plan territorial. Les priorités futures comprendront également la poursuite des recherches sur les améliorations progressives potentielles des normes liées aux changements climatiques proposées. Le dernier point porte sur les obligations sectorielles. Il s'agit d'un autre sujet qui a fait l'objet de discussions lors des réunions du conseil d'administration d'octobre avec les membres de notre conseil et qui portait plus particulièrement sur les obligations sectorielles contenues dans IFRS S1, comme je l'ai mentionné, ainsi que dans les autres sources d'indications faisant référence aux normes du SASB, de même qu'à IFRS S2 et à l'annexe B, qui font référence aux exigences sectorielles inspirées du SASB. Les permanents ont présenté au conseil les commentaires reçus pendant la période de consultation. La spécificité

du secteur d'activité est extrêmement précieuse et utile pour les investisseurs qui ont répondu au sondage. Ils insistent sur la nécessité de disposer d'informations propres à un secteur d'activité en particulier, de déterminer les informations utiles à la prise de décisions et de favoriser l'uniformité et la comparabilité entre les entités et dans des secteurs similaires. Cela dit, il importe aussi de bien comprendre le type d'information lié au modèle d'affaires et aux activités de l'entreprise, et la spécificité de son secteur d'activité est très appréciée des investisseurs, mais aussi des préparateurs. Les décisions provisoires de l'ISSB visaient le maintien d'obligations d'information propres au secteur d'activité. Toutefois, étant donné certains commentaires reçus de certains pays et répondants, nous voulions disposer de plus de temps pour nous renseigner sur les normes du SASB, afin de fournir des commentaires utiles, et de les faire évoluer et de les améliorer pour qu'elles s'appliquent vraiment à l'échelle mondiale. Le conseil d'administration a aussi provisoirement convenu de présenter l'annexe B « Obligations sectorielles » à titre d'exemples illustratifs à court terme, avec la vision et l'objectif de rendre ces exigences obligatoires à l'avenir, tout en prévoyant une période de transition pour se familiariser avec ces indications et les utiliser pour satisfaire aux exigences d'IFRS S2. Voici quelques-unes des prochaines étapes clés. Encore une fois, nous prévoyons terminer la période de consultation d'ici la fin de l'année, puis nous espérons publier la version définitive des normes dès 2023. Nous continuerons de soutenir leur adoption et leur application, tout en menant des consultations sur la taxonomie numérique proposée. Comme je l'ai mentionné précédemment, nous mènerons également des consultations sur les priorités futures au début de 2023. Je sais que c'était beaucoup d'information, mais il y a eu beaucoup de progrès et d'activités au sein du conseil d'administration de l'ISSB et du personnel technique qui travaillent vraiment à la démonstration et à la promotion de ces normes d'information sur la durabilité. Je vous laisse la parole, Neil, pour voir s'il y a des questions que nous avons le temps d'aborder ici.

---

Neil Stewart

**00:48:12**

Super. Merci beaucoup, Jordan. C'était effectivement un tourbillon, mais beaucoup de travail a été fait. Nous avons reçu des questions et je vais vous en poser une ou deux. Plusieurs des questions portent sur le coût et le fardeau de la communication de l'information pour les sociétés, ce qui laisse entendre que, pour les petites entreprises en particulier, la mise en œuvre de ce modèle sera vraiment difficile. Pourriez-vous nous parler un peu de la façon dont l'ISSB considère que l'information efficiente établit un équilibre entre la préparation de l'information et l'utilité de l'information pour les investisseurs, et tient compte des petites entreprises, et même des mécanismes qui pourraient aider à alléger ce fardeau?

---

Jordan Knights

**00:48:55**

Oui. Ce genre de rétroaction nous a été clairement communiqué lors de la période de consultation. La proportionnalité que j'ai mentionné et qui concerne à la fois IFRS S1 et IFRS S2 est un sujet que le conseil d'administration priorise. Il prend en considération les défis potentiels pour les petites et moyennes entités qui n'ont

peut-être pas les capacités de rapporter tous les types d'informations aujourd'hui, et considère les périodes de transition potentielles ou les directives de soutien supplémentaires spécifiques que nous pourrions fournir pour aider ces types d'entités ou pour relever ces défis spécifiques. Comme je l'ai mentionné, les émissions de GES du champ d'application 3 feront l'objet de discussions continues lors de la prochaine réunion du conseil d'administration au sujet d'une éventuelle planification de la transition. Une partie de l'approche progressive est associée à certaines des informations sur les émissions du champ d'application 3, mais c'est aussi un élément que nous prenons en considération dans les obligations d'information générales. Le moment de la présentation de l'information, la fréquence des rapports qui seront abordés cette semaine avec le conseil, et la question de savoir s'il y a d'autres approches progressives que nous devrions prendre en considération pour tenir compte des caractéristiques démographiques et des caractéristiques des types d'entités qui ne possèdent pas toutes les capacités requises aujourd'hui, mais qui pourront atteindre ces objectifs plus tard.

---

Neil Stewart

**00:50:11**

Il est clair que la priorité est de s'assurer que ces normes conviennent aux entreprises de toutes tailles, à toutes les étapes du développement et partout dans le monde, y compris dans les marchés émergents. Juste une dernière question, une question rapide pour vous, Jordan à propos de l'assurance. Comme vous venez du monde de la certification, certains voient la certification des facteurs ESG comme un véritable défi. Y a-t-il une grande différence entre la certification des états financiers et l'audit des informations sur la durabilité?

---

Jordan Knights

**00:50:38**

Il existe assurément des différences entre les caractéristiques sous-jacentes des informations sur lesquelles vous étiez auparavant satisfait de fournir une assurance en ce qui a trait à des indicateurs particuliers des états financiers. Évidemment, nous avons eu l'avantage d'examiner des données historiques sur des opérations qui ont déjà eu lieu. La plupart des informations sur la durabilité sont axées sur les risques et les occasions futurs qui n'ont peut-être pas eu une incidence significative sur les états financiers actuels, mais sur l'incidence potentielle qu'ils peuvent avoir dans l'avenir. Mais je pense que cette assurance n'est pas du tout impossible. Je crois que nous fournissons aujourd'hui une assurance limitée à l'égard de l'information relative à la durabilité sur divers aspects de celle-ci. Je pense qu'il est important que l'ISSB prenne en considération la certification dans l'élaboration des normes, qu'il s'assure qu'elles peuvent être vérifiées et qu'on soit en mesure de fournir des services de certification relativement aux obligations d'information particulières. Mais aussi dans le rapport de gestion ou certains aspects des informations fournies et de l'information financière, il y a cet élément d'information prospective, en tenant compte des prévisions et d'autres facteurs semblables, dans le contexte de certains éléments incorporels. Ce n'est pas nécessairement complètement nouveau. Je pense qu'il s'agit sans aucun doute d'un domaine en évolution qui entraîne un changement substantiel dans le besoin d'assurance, mais c'est quelque chose qui existe aujourd'hui. Il s'agit simplement de la faire évoluer vers

l'état dont les marchés financiers ont besoin et de fournir ce niveau d'assurance précis. C'est définitivement un voyage, mais nous allons dans la bonne direction.

Neil Stewart

**00:52:21**

Fantastique, Jordan. Merci beaucoup de vous être joint à nous. Jordan Knights, chercheur émérite à l'IFRS Foundation, avec l'appui de KPMG. Merci beaucoup de nous avoir fourni des renseignements très utiles. Nous avons entendu le groupe de préparateurs et d'investisseurs. Nous avons entendu l'aperçu de haut niveau de l'avancement de l'ISSB et la mise à jour plus technique. Nous allons maintenant mettre les choses en contexte et connaître les principales initiatives en matière de réglementation et de normalisation, notamment avec la SEC, le Canada, l'Europe et l'ISSB. Scott Bandura est associé chez PwC Canada, à Calgary. Il est le leader mondial du groupe de travail sur les IFRS et l'information financière et relative aux facteurs ESG de PwC. Il est membre du Global Sustainability Reporting Oversight Group de PwC. Il siège également au Comité consultatif sur l'information relative à la durabilité de CPA Canada. Scott, je vous laisse la parole.

Scott Bandura

**00:53:16**

Super. Merci, Neil. Je voulais juste vous donner un bref aperçu. Évidemment, nous n'avons pas beaucoup de temps ici, mais j'essaie de résumer certaines des principales propositions. Nous les appelons les trois principales propositions : la SEC, l'ISSB et l'EFRAG en Europe. Ensuite, je vous ferai également une petite mise à jour sur le Canada. Commençons par la SEC, qui a publié son projet de règlement visant à améliorer et à normaliser l'information relative aux changements climatiques fournie aux investisseurs. Il est important de noter que la règle proposée est axée sur le climat, et qu'elle est donc un peu plus étroite que l'ISSB ou l'EFRAG en ce sens. Par contre, la SEC exige également une certaine divulgation, ou propose une certaine divulgation, et des états financiers en fonction de leurs règles proposées. Nous en parlerons un peu plus dans une minute. La SEC a récemment dû relancer le processus de consultation en raison d'un problème technologique qui a empêché la publication de certains commentaires. Elle doit donc tenir compte des commentaires qu'elle a reçus par la suite au cours de cette nouvelle période. Toutefois, au cours de la période de commentaires initiale, environ 14 000 lettres ont été reçues, dont environ 11 000 étaient des lettres types, les autres n'étant pas des lettres types, mais des réponses uniques. Étant donné le grand nombre de commentaires qu'elle a déjà reçus, nous ne pensons pas qu'il y ait de fortes chances qu'il y ait des changements importants dans le type de commentaires reçus au cours de la période de commentaires préliminaire. Maintenant que la période de commentaires a été rouverte, on ne sait pas exactement quand les règles définitives seront publiées. Compte tenu de l'échéancier, je pense qu'il est peu probable qu'avant le 1<sup>er</sup> trimestre, nous voyions une règle définitive, mais nous n'avons pas encore de renseignements précis sur les dates définitives prévues pour sa publication. Je sais que la SEC examine également la jurisprudence établie et, évidemment, les nouveaux commentaires qui ont été formulés au cours de cette période. Nous devons donc attendre de voir. En ce qui concerne les commentaires reçus, je dirais que certains sont plus importants ou que les tendances mentionnées dans les commentaires préliminaires sont les émissions

du champ d'application 3 et le seuil de signification qui serait appliqué aux informations fournies dans les états financiers. Encore une fois, nous ne savons pas exactement comment les changements seront apportés, mais si nous nous basons sur les tendances des lettres de commentaires, il s'agit probablement de certains des aspects clés qu'ils examineraient, compte tenu du volume des commentaires sur ces deux points. Si nous passons à l'ISSB, vous en avez déjà beaucoup entendu parler, alors je ne vais pas entrer dans les détails. Cela dit, l'ISSB est un peu unique en son genre : ses normes doivent être adoptées partout dans le monde. Contrairement aux normes de la SEC et aux normes européennes, qui sont essentiellement approuvées par les autorités de réglementation, les normes de l'ISSB sont semblables aux IFRS en ce sens qu'elles devraient être adoptées à l'échelle mondiale par les autorités de réglementation ou les autorités compétentes. Il a fallu de nombreuses années pour adopter les IFRS. Mais comme les IFRS sont déjà établies en tant que référentiel d'information financière de haute qualité, il est probable que l'adoption de l'ISSB, l'adoption des normes d'information sur la durabilité, soit plus rapide que cela. Comme vous l'avez appris, des pays ont déjà annoncé leur intention d'adopter les normes de l'ISSB. Tournons nous maintenant vers l'EFRAG, le Groupe consultatif européen sur l'information financière. Le 10 novembre, donc tout récemment, le Parlement européen a adopté un nouvel ensemble de règles, la Corporate Sustainability Reporting Directive (directive sur la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises), et la CSRD exige des rapports plus détaillés que ce qui était déjà en place en Europe, c'est-à-dire la NFRD. Après l'adoption de la CSRD, le Parlement a accordé des allègements. Il est donc question d'un délai de grâce de trois ans, pendant lequel les entreprises peuvent ne pas divulguer toute l'information d'une chaîne de valeur, si elles le précisent. Il a aussi accordé un certain répit aux PME. La prochaine étape consisterait à l'adoption par le Conseil de l'UE plus tard en novembre, et l'EFRAG soumettra son projet définitif de normes ESRS, c'est-à-dire les normes européennes, soit des normes plus détaillées qui exigeraient la présentation d'informations selon le cadre de la CSRD. En fait, pas plus tard que ce matin, j'ai entendu que l'EFRAG Sustainability Reporting Board a adopté ou finalisé les normes ESRS en vue de les envoyer à la Commission européenne, et le plan est que celles-ci seront envoyées à la Commission européenne plus tard ce mois-ci. Je voudrais juste noter également que le champ d'application des normes européennes est très large, et que certaines entreprises nord-américaines pourraient y être incluses, par exemple à partir d'une société mère non européenne. Dans certains cas, la société mère, si elle a une filiale européenne dans le champ d'application et qu'elle génère des revenus de plus de 150 millions d'euros en tant que groupe dans l'UE, pourrait être tenue de présenter des informations consolidées à l'échelle mondiale. Même s'il s'agit d'une société mère non européenne, dans certains cas, des rapports mondiaux consolidés peuvent être exigés. Il y a différentes règles pour cela. Évidemment, les délais sont plus stricts, je dois le dire, dans les pays de l'Union européenne où les titres d'emprunt ou de participation sont négociés. Si vous n'avez aucune de ces dettes ou actions négociées dans l'UE, vous pourriez quand même être inclus en tant que société mère, dans le cas où vous avez un certain niveau de ventes en Europe et avez quelques filiales européennes dans le champ d'application, et les filiales européennes de ces groupes pourraient exiger des rapports individuels sur une base plus rapide. Je ne vais pas entrer dans tous les détails. Nous avons une publication intitulée *What's CSRD?* qui comprend un tableau qui explique bien les

diverses façons dont les entreprises nord-américaines ou étrangères peuvent être visées par ces normes.

Scott Bandura

01:00:55

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières, les ACVM, ont publié des projets de normes sur les changements climatiques, et le Canada a été le premier pays à publier de telles normes. Elles sont étroites en ce sens qu'elles ne portent que sur les changements climatiques. Elles sont un peu plus légères maintenant si on les compare à celles d'autres propositions dans le monde, par exemple, elles permettraient la déclaration facultative des quantités d'émissions pour chacun des champs d'application. Les ACVM viennent tout juste de publier un communiqué en octobre, dans lequel elles reconnaissent que des faits nouveaux se sont produits à l'échelle internationale depuis la publication des règles canadiennes initialement proposées et que, même si tous ces cadres sont fondés sur les recommandations du GIFCC, il existe des différences importantes. Dans ce communiqué, les ACVM annoncent également qu'elles examineront les lettres de commentaires envoyées par des parties intéressées canadiennes à la SEC ou à l'ISSB au sujet des projets de normes et qu'elles examineront ces lettres pour voir si elles présentent aussi des tendances particulières aux yeux des Canadiens. Les choses se passent très rapidement, comme d'habitude. C'est ce que je voulais dire au sujet de l'ensemble de la situation. Je pense qu'une autre chose que vous avez entendue dans la discussion de groupe, c'est que l'un des principaux points à noter ici, c'est que tous ces cadres proposés accéléreraient essentiellement la communication de l'information sur la durabilité. Aujourd'hui, il y a souvent beaucoup de retard dans la présentation de l'information relative à la durabilité lorsque celle-ci est présentée après la publication des états financiers. Par contre, selon ces règles, selon pratiquement tous ces cadres, on viserait à harmoniser l'information sur la durabilité ou l'information sur les changements climatiques avec les états financiers annuels. Je pense qu'un élément clé est que, pour de nombreuses entreprises, il s'agit probablement d'une accélération importante de l'échéancier, ce qui nous amène au point suivant que je voulais soulever, c'est-à-dire que les entreprises devraient penser à se préparer aux règles de demain aujourd'hui. Nous venons de publier une bonne publication intitulée « Preparing for Tomorrow's Rules Today » (se préparer aujourd'hui aux règles de demain), qui passe en revue certaines des choses que les entreprises peuvent faire aujourd'hui pour se préparer à ces règles, par exemple, réunir des équipes interfonctionnelles, ce qui, je pense, est vraiment important pour noter que les finances, le développement durable, le juridique, etc. doivent tous se parler, comprendre et évaluer les obligations en matière d'informations, donc quelles normes l'entreprise s'attend-elle à appliquer? S'agit-il des normes américaines? Y a-t-il des exigences européennes qui affecteront le groupe, etc.? Recensez les données existantes et les données connexes que vous relevez aujourd'hui, puis élaborer un plan pour combler les lacunes et vous préparer à l'obtention d'une certification indépendante, parce que bon nombre de ces normes exigeront une certification indépendante, et même si elles ne l'exigent pas, beaucoup d'entreprises adoptent volontairement la certification pour instaurer la confiance et obtenir de l'information. Pensez-y aussi dans ce contexte. C'est ce que je voulais couvrir aujourd'hui, Neil. Je ne sais pas s'il y a des questions.

NOM	TRANSCRIPTION
-----	---------------

Neil Stewart

01:04:39

Scott, merci beaucoup. Juste une petite question. Il y a une question qui a été posée par le public. Essentiellement, pourquoi les entreprises américaines devraient-elles s'intéresser à l'ISSB? Vous avez répondu à pourquoi certaines entreprises américaines doivent prêter attention à l'Europe, mais certaines entreprises américaines pourraient plutôt penser que nous attendons les règles de la SEC. Comment les règles de l'ISSB s'appliquent-elles? Avez-vous des commentaires à ce sujet?

Scott Bandura

01:05:04

Eh bien, comme je l'ai mentionné, les règles de l'ISSB sont un peu plus larges que celles de la SEC, de sorte qu'elles vont au-delà du climat. Certaines sociétés voudront peut-être faire plus que simplement présenter leur information relative aux changements climatiques, même si elles n'y sont pas tenues dans leur pays. Je pense que les normes de l'ISSB sont une bonne chose à examiner de ce point de vue, à réfléchir à ce qui pourrait être déclaré au-delà du climat. Je pense aussi qu'il est important que les entreprises présentes à l'échelle mondiale pensent aux filiales dans certains pays qui adoptent les normes de l'ISSB. Seront-elles prises en compte dans le champ d'application? De toute évidence, la façon dont ces normes seraient appliquées dans les administrations locales de réglementation est encore en évolution, alors il y a certainement quelque chose à surveiller.

Neil Stewart

01:06:01

Super. Je crois que nous avons entendu au début du programme Richard Manley, de CPP Investments, parler de l'intérêt des investisseurs. Les investisseurs, que ces normes fassent ou non l'objet d'une réglementation, deviennent obligatoires, les investisseurs attendent ces informations. Ils s'attendent à une information normalisée, uniforme et comparable.

Scott Bandura

01:06:22

Je pense qu'il faut aussi tenir compte des pairs pour ce qui est des rapports. S'ils appliquent les normes de l'ISSB dans le même secteur, etc. Cette information est également utile pour montrer ce sur quoi les investisseurs se concentrent.

Neil Stewart

01:06:39

Formidable. Scott Bandura, PwC Canada, nous vous remercions de votre participation. Merci beaucoup d'avoir assisté à ce webinaire.

Scott Bandura

01:06:46

Merci de m'avoir reçu.

Neil Stewart

01:06:47

Merci. Pour clore le webinaire d'aujourd'hui, nous ferons le point sur le cadre de contrôle interne du COSO de 2013. Depuis 30 ans, le cadre de contrôle du COSO est utilisé partout dans le monde aux fins de l'information financière. Depuis l'adoption de la loi Sarbanes-Oxley en 2002, la direction s'appuie sur celle-ci pour concevoir son environnement de contrôle. Les directives du COSO ont maintenant été mises à jour afin de mieux les adapter aux entreprises durables et aux obligations d'information sur la durabilité. Nous allons entendre deux auteurs, qui s'investissent tous deux beaucoup dans l'information financière et dans l'information sur la durabilité. Bob Herz a été président du Financial Accounting Standards Board de 2002 à 2010. Auparavant, il siégeait à l'International Accounting Standards Board, et il est actuellement président des comités d'audit de Fannie Mae et de Morgan Stanley. Il a aussi siégé au conseil d'administration de la SASB Foundation et, par la suite, à celui de la Value Reporting Foundation. Bob Hirth a été président du COSO et est maintenant président émérite du COSO. Il travaille aussi pour Protiviti Consulting Firm et a siégé au SASB Standards Board en tant que co-vice-président. Bob Hirth et Bob Herz ont enregistré cette vidéo pour nous spécialement en vue de ce webinaire.

Bob Herz

01:08:15

Bonjour à tous. C'est un plaisir d'être avec vous aujourd'hui pour aborder un sujet très important. Pour ce faire, vous allez entendre mon collègue et grand ami Bob Hirth, H-I-R-T-H . Je suis Bob Herz, H-E-R-Z. Nous sommes parfois confondus, mais c'est moi qui suis le plus beau. Bob et moi avons travaillé ensemble sur le projet dont vous entendrez parler en vue de mettre à jour certaines indications sur l'application du cadre intégré du COSO à l'information relative à la durabilité. En 2016 et en 2017, je faisais partie d'une équipe d'auteurs, et nous avons rédigé la première version de ce cadre. À l'époque, notre thèse était qu'il était vraiment important pour les professionnels de la comptabilité et de la finance, de l'audit interne et de l'audit externe de commencer à participer à l'information sur le développement durable des sociétés, car nous avons vu la nécessité d'appliquer de meilleurs contrôles internes aux données pour nous assurer que les données étaient fiables, qu'elles soient utilisées à l'interne ou communiquées à l'externe. À l'époque, certaines entreprises commençaient à s'y mettre, mais beaucoup d'autres n'adhéraient pas vraiment à ce concept. L'information sur la durabilité était surtout réalisée à l'extérieur du service des finances et de la comptabilité, sans grande assurance interne ou externe. Aujourd'hui, en 2022, l'information sur la durabilité s'impose comme sujet d'importance pour les chefs de la direction, la haute direction, les conseils d'administration et les comités d'audit. Le conseil du COSO est venu nous voir plus tôt cette année et nous a dit qu'il serait formidable d'élargir les mises à jour de l'étude de 2017, et c'est ce que nous avons fait. Encore une fois, très important, nous avons interrogé des centaines de personnes pour voir ce que font beaucoup d'entreprises, nous avons parlé aux cabinets comptables et à de nombreuses autres parties prenantes de l'information sur la durabilité, et nous continuons de croire que les comptables, que ce soit en entreprise, en finance et en comptabilité, en audit interne ou en auditeurs externes, doivent s'engager dans ce domaine. Le monde a vraiment besoin de vous. Sans plus tarder, je vais céder la parole à mon bon ami, Bob Hirth.

Bob Hirth

01:11:11

C'est un plaisir d'être avec vous aujourd'hui et avec tous ceux qui nous écoutent, peu importe l'heure de la journée, peu importe où vous vous trouvez. Je m'appelle Bob Hirth et je suis l'un des auteurs de l'équipe qui publie des indications supplémentaires sur le cadre de contrôle interne du COSO de 2013. Permettez-moi de vous donner une petite mise à jour de notre projet et je voudrais d'abord commencer par un historique. Comme vous le savez tous, les sociétés cotées à plusieurs bourses communiquent des informations sur leur contrôle interne à l'égard de l'information financière. Pratiquement toutes ces organisations utilisent le cadre de contrôle interne du COSO de 2013, car ce sont des critères valables pour ce faire. En d'autres termes, chaque société dit la même chose et applique les mêmes lignes directrices; là encore, il s'agit du cadre de contrôle interne du COSO de 2013. Évidemment, nous savons tous aujourd'hui que l'information financière est essentielle pour comprendre les entreprises, mais nous savons aussi que cette information n'est pas adéquate ni suffisante. Nous avons vu l'évolution ou l'expansion de l'information d'entreprise et nous y avons intégré l'information sur la durabilité, l'information sur les questions ESG ou l'information sur la responsabilité sociale de l'entreprise. La question évidente qui se pose à vous tous est la suivante : qu'en est-il de la vérifiabilité de cette information? Les intervenants se fient-ils à une information crédible? Est-elle en temps opportun? Comment puis-je le savoir? En d'autres mots, est-elle sous contrôle interne efficace? Le conseil du COSO a conclu qu'il fallait fournir des indications supplémentaires sur la manière d'appliquer le très bon cadre de contrôle interne du COSO, utilisé de façon si répandue dans le monde pour la présentation de l'information financière, à l'information sur la durabilité. C'est le cœur de notre projet, et comme beaucoup de gens l'ont noté dans nos communiqués de presse, nous avons une excellente équipe d'auteurs. Bob Herz, ancien président du FASB, Jeff Thomson, chef de la direction de l'Institute of Management Accountants, Brad Monterio, de l'Institute of Internal Auditors, et moi-même qui étais président du COSO lors de la publication du cadre de contrôle interne de 2013. Le projet est en cours. Je peux vous dire qu'en date d'aujourd'hui, nous en sommes au processus de révision. Nous espérons que notre document sera achevé d'ici la fin de l'année et publié officiellement en janvier 2023. Permettez-moi de vous donner quelques aperçus de ce que nous faisons dans ces lignes directrices. Le début est d'une certaine façon un aperçu aveuglant qui est évident quand on pense au contrôle interne à l'égard de la durabilité, non seulement pour l'information, mais aussi les activités et la conformité. Il est tout à fait logique d'utiliser le cadre du COSO, en partie parce qu'il est utilisé de façon si importante et efficace aux fins de l'information financière, mais il vous demande aussi ce sur quoi vous pouvez vous tourner en plus du cadre du COSO de 2013. Mais seulement quelques idées, et comme bon nombre d'entre vous le savent, le document lui-même est conçu selon 17 principes qui, s'ils sont présents et fonctionnels, vous permettront de conclure avec un certain degré de confiance que vous avez un contrôle interne efficace. En fait, il pourrait s'agir d'un contrôle interne efficace sur n'importe quoi. Il peut s'agir d'une fonction, du bureau en Allemagne, d'un groupe de produits particulier ou autre. Mais en ce qui concerne les aspects du cadre du COSO que beaucoup d'entre vous connaissent déjà, voyons quelques exemples précis. L'un des éléments clés du cadre est le ton donné par la direction. Selon certains, à moins d'avoir la bonne attitude et de créer le bon environnement de contrôle, on ne peut pas réellement avoir de contrôle

interne efficace. Les présentes indications supplémentaires portent sur le développement durable. On y explique comment les chartes du conseil et des comités ont été révisées pour qu'elles couvrent désormais la durabilité ou l'information sur les facteurs ESG, que ce soit dans le comité des candidatures et de la gouvernance, le comité de la rémunération ou le comité d'audit. On y aborde d'autres structures de gestion, comme la création de comités d'orientation, de leaders dans l'ensemble de l'organisation, puis de cadres légaux. Là encore, ces structures ne sont pas liées à l'information financière, mais plutôt à la durabilité. Je le répète, il ne s'agit pas seulement des rapports eux-mêmes, mais aussi des activités et de la conformité. L'un des principes du cadre concerne la fraude et la compréhension de la possibilité de fraude dans la communication d'informations, et cela s'applique certainement à la communication d'informations sur la durabilité. Nous avons un modèle pour vous aider à comprendre comment aborder la fraude dans l'information sur la durabilité. Un autre exemple, bien sûr, concerne l'utilisation de la technologie et le contrôle efficace à son égard. Bon nombre d'entre vous y réfèrent en tant que contrôles généraux informatiques. Bien sûr, cela s'applique aussi à l'information sur la durabilité. Quels sont les systèmes qui permettent d'obtenir cette information? Quels sont les droits d'accès? Quelles sont ses caractéristiques en matière de sécurité et de protection des renseignements personnels? Comme vous pouvez le constater, il y a beaucoup de logique dans l'application du cadre, mais l'idée de notre projet est de vous donner des exemples plus précis. Comme vous le verrez dans le document, lorsqu'il sortira, pour chacun des principes, nous montrons souvent un exemple fictif d'une entreprise pour montrer comment cela s'applique, mais nous prenons également des exemples réels d'entreprises qui, je dirais, sont à la pointe de la réflexion sur le contrôle interne lié à la durabilité et qui, aujourd'hui, appliquent le cadre 2013 à l'information sur la durabilité, mais pas seulement à l'information, il s'agit aussi des opérations et de la conformité. Je pense que les indications contenues dans ce document seront très utiles à tous. Le dernier point que j'aimerais souligner est qu'il ne faut pas attendre. N'attendez pas la sortie de ce document. Le cadre de contrôle interne du COSO de 2013 est disponible aujourd'hui. Je sais que vous êtes déjà en train de comprendre comment il s'applique à partir de vos propres réflexions et en m'écoutant, alors utilisez-le dès aujourd'hui. N'attendez pas et, bien entendu, je suis certain que vos conseils vous seront utiles. Voilà ce que j'avais à dire au sujet de notre projet, et nous avons très hâte de le diffuser afin que nous puissions tous contribuer à la création de ce que j'appelle un contrôle interne efficace des activités de développement durable et de la production de rapports sur le développement durable.

---

Kristen Sullivan

**01:17:54**

Eh bien, merci à tous. Nous avons inclus beaucoup de contenu dans ce webinaire. Comme vous pouvez le constater, nous avons légèrement dépassé notre temps. Nous voulions simplement vous dire un énorme merci. Je pense que les perspectives des investisseurs, des préparateurs, et le besoin de se rencontrer au milieu et d'avoir l'infrastructure du marché, les normes, la clarté pour permettre de fournir des informations de meilleure qualité et plus opportunes pour les utilisateurs ont été clairement l'accent mis sur le rôle de l'ISSB dans l'élaboration de cette infrastructure nécessaire et ensuite sur les outils qui existent aujourd'hui et qui sont continuellement mis à jour pour vraiment fournir ces ressources à vous

**NOM****TRANSCRIPTION**

tous afin d'aider à accélérer la production d'informations de meilleure qualité, plus fiables et plus opportunes. Merci encore de vous être joints à nous, et nous espérons que vous passerez une bonne fin de journée.

---